

QU'APPORTE LA NOTION D'ENCASTREMENT, AU SENS OÙ L'ENTEND KARL POLANYI, À LA COMPRÉHENSION DES THÉMATIQUES DE LA DÉCROISSANCE ?

Fabienne DOURSON
Laboratoire "Biens, Normes, Contrats"
EA 3788
Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse

résumé

Dans l'œuvre de POLANYI, le passage des sociétés « *pré-modernes* » à la Société de Marché mobilise les notions d'*encastrement*, de *double mouvement* et de *marchandises fictives*. Cette approche institutionnelle originale permet de saisir le *processus normatif*, nécessaire au *retournement de l'encastrement* : l'économie enchâsse désormais la société. Aujourd'hui le projet d'une *société autonome de décroissance* pose la question d'un *autre retournement*.

INTRODUCTION

Non seulement la traduction, en français, de l'œuvre de KARL POLANYI a été tardive (POLANYI, 1983 ; POLANYI, ARENSBERG, PEARSON, 1975)¹ ; mais longtemps elle est restée très partielle. Ces dernières années, des efforts décisifs (MAUCOURANT, 2005)² ont permis d'accroître sa diffusion en France et la publication récente d'un *corpus* d'articles (POLANYI, 2008)³ rassemble enfin, en français, dans leur richesse et leur diversité, des contributions jusqu'ici éparses.

Désormais, *La Grande Transformation*, prend place dans un ensemble qui l'éclaire et la complète. Aussi, la notion d'*encastrement*, aujourd'hui assez largement diffusée, au moins dans certains champs disciplinaires, peut-elle être mise en perspective dans l'élaboration de l'œuvre entière.

La mobilisation actuelle de ses déclinaisons - « *désencastrement* » ; « *réencastrement* » - interroge, en retour, la signification originelle du terme, au sens où l'entend POLANYI. Alors même que la référence à *l'encastrement* est devenue fréquente pour caractériser la place de l'économie dans les sociétés « *pré-modernes* », son emploi ne reflète pas nécessairement la richesse de la notion.

Du reste, si en histoire économique elle est toujours associée au nom de POLANYI, l'idée ne lui

1 Respectivement écrits en 1944 et 1957

2 Avec Karl Polanyi, contre la société du tout-marchand, Revue du Mauss 2007/1, n° 29

3 Textes réunis et présentés par MICHELE CANGIANI et JÉRÔME MAUCOURANT. Articles évoqués dans ce texte : *La mentalité de marché est obsolète* (1947) ; *Faut-il croire au déterminisme économique ?* (1947) ; *La place de l'économie dans les sociétés* (1957), *L'économie en tant que procès institutionnalisé* (1957) ; *La liberté dans une société complexe* (1957) ; *Propos d'Aristote sur la société d'abondance* (1959).

revient pas⁴ et le mot tend à devenir polysémique (CANGIANI, MAUCOURANT *in* POLANYI, 2008, p. 29 ; PLOCINICZAK, 2007 ; LE VELLY, 2007 ; BECKERT, 2007)⁵.

Utiliser la notion d'*encastrement* suppose donc d'éclairer le sens retenu par POLANYI. Cette tentative paraît d'autant plus nécessaire que nous n'avons peut-être pas pris la mesure de ses potentialités pour comprendre, non seulement l'histoire, mais aussi notre présent et les **questions** fondamentales qui se posent avec acuité : richesse et bien-être, cohérence sociale, dégradation de la biosphère....

Or, ces questions se trouvent derrière ce qu'on appelle aujourd'hui la « *décroissance* » qui, pour PAUL ARIÈS (2005), est un mot *obus* ; pour VINCENT CHEYNET, un mot *bélier* ou un *contre-pied* et, pour SERGE LATOUCHE (2007), un *slogan* ou une *bannière*. Toutefois ce dernier estime que le terme « *a-croissance* » serait plus approprié. Finalement, la présentation faite par CHEYNET (2004)⁶ nous semble éclairante : « La décroissance n'est pas l'inverse de la croissance. Une décroissance infinie est aussi absurde qu'une croissance illimitée. » Mot « destiné, dans un premier temps, à briser l'« idéologie de croissance » [...] considérée comme naturelle alors qu'elle est construite artificiellement. [...] avant de construire, la logique de la décroissance cherche à déconstruire. Le préfixe « *dé* » de la *dé-croissance* est révélateur de cette façon d'appréhender les choses : décroire, décoloniser, désintoxiquer, désaliéner, désencombrer...».

A priori, la grille de lecture polanyienne semble indiquée⁷ pour interroger « *le projet d'une société autonome et économe* couvert par le *slogan* de la *décroissance* » (LATOUCHE, 2007, p. 28). Aussi la notion d'*encastrement*, au sens où l'entend POLANYI, pourrait-elle particulièrement contribuer à éclairer les thématiques aujourd'hui mises en avant par la *décroissance*.

Si cette notion doit contribuer à la réflexion sur le système économique actuel, il importe de revenir aux **textes** afin d'interroger les potentialités de l'*encastrement*, c'est-à-dire apprécier dans quelle mesure la notion reste opératoire aujourd'hui, en particulier dans la compréhension du projet enveloppé par le mot décroissance. Aussi, avec les thématiques de la

4 Dans la *Grande Transformation* POLANYI se réfère de façon explicite à THURNWALD (*Die menschliche Gesellschaft*, 1932), auquel PLOCINICZAK et BECKERT attribuent le terme.

5 Notamment, le sens donné par GRANOVETTER.

6 Sauf indication contraire, dans les citations, les *italiques* nous reviennent.

7 Le vocabulaire et les thématiques de la *décroissance* semblent imprégnées des analyses polanyiennes. LATOUCHE (Conférence, Rouffach, 26-05-06) suggère de *réenchâsser* l'économie dans la société ; FILIPO (2004) aborde la question de l'habitation, de la cohabitation et considère que l'activité économique doit être une « activité subalterne *enserrée* dans des relations sociales irréductiblement plus riches et plus diverses »

décroissance en point de mire, après un retour sur la notion elle-même (1), faudra-t-il analyser ses origines et ses modalités (2) et donner la mesure de l'*encastrement* dans l'approche institutionnelle originale proposée (3) par POLANYI (2008, p. 51-52) : « Les faits économiques étaient à l'origine *encastrés* dans des situations qui n'étaient pas en elles-mêmes de nature économique, tout comme les fins et les moyens n'étaient pas essentiellement matériels. La cristallisation du concept d'économie fut une affaire de temps et d'histoire. Mais ni le temps ni l'histoire ne nous ont donné les instruments conceptuels requis pour pénétrer le labyrinthe des relations sociales dans lesquelles l'économie est *encastrée*. C'est la tâche de ce que nous appelons ici l'*analyse institutionnelle* ».

1. NOTION D'ENCASTREMENT, AU SENS DE KARL POLANYI

Aujourd'hui, dans les ouvrages d'histoire économique, la notion polanyienne d'*encastrement* est devenue classique dans la mesure où sa référence s'impose qu'elle paraisse pertinente ou non. Pourtant, un examen attentif laisse dubitatif car la notion elle-même semble finalement peu interrogée à en juger par les interprétations divergentes qui en sont faites.

À partir des textes de POLANYI, sans négliger leur contexte historique, nous tenterons donc de cerner les contours de l'*encastrement*, non seulement dans *La Grande Transformation*, ouvrage de référence, mais aussi dans les écrits postérieurs⁸ où d'éventuelles précisions ou indications complémentaires peuvent se révéler précieuses pour la réflexion actuelle.

Ainsi en 1947, POLANYI revient-il sur toutes les sociétés concernées par l'*encastrement*⁹. « Le système économique est toujours *enchâssé* dans le système social, qu'il s'agisse de la civilisation despotique antique, de la société féodale, de la cité-État de la société urbaine médiévale, de la société mercantiliste ou du *système réglementé du XVIII^e siècle en Europe occidentale* » (POLANYI, 2008, p. 525). « En règle générale, l'économie de l'homme est *immergée* dans ses relations sociales » (*Ibid.*, p. 524).

Ainsi, comme POLANYI l'indique déjà dans *La Grande Transformation*, « L'homme agit, de manière, non a protéger son intérêt individuel à posséder des biens matériels, mais de manière à garantir sa *position sociale*, ses *droits sociaux*, ses *avantages sociaux*. Il n'accorde de valeur aux

8 Les références à l'*encastrement* sont très nombreuses dans les textes ultérieurs.

9 « Couramment traduit par «encastrement», embeddedness trouve diverses traductions dans la littérature francophone : enchâssement, enchevêtrement, enclavement, insertion, immersion, imbrication, englobé, contextualisation, etc.[...] Dans l'ensemble de son œuvre, Polanyi utilise diverses expressions – « submergé » (submerged), « absorbé » (absorbed), « subordination » (subordination), « enserré » (enclosed), « pris » (enmeshed), « entrelacé » (inter-woven), etc. – qui prennent des significations spécialisées partiellement différentes du terme ou en sont des variétés linguistiques. » (PŁOCINICZAK, 2007, p. 208, note 3)

biens matériels que pour autant qu'ils servent cette fin » (POLANYI, 1983, p. 75).

Toutefois, « Aucune société [...] ne peut exister sans qu'un système d'un type ou d'un autre assure l'ordre dans *la production et la distribution des biens*. Mais cela n'implique *pas* l'existence d'*institutions économiques séparées* ; normalement, *l'ordre économique est simplement fonction de l'ordre social, qui le contient* » (*Ibid.*, p. 106).

« *Normalement* » renvoie à toutes les formes sociales non modernes, c'est-à-dire avant une **césure**, que POLANYI situe alentour de 1780 mais dont les effets ne deviennent visibles que vers 1830 (*Ibid.*, p. 155, 187).

Si la première partie de la citation insiste sur le rôle fondamental de l'activité économique dans toute société, la seconde, bien que ne contenant pas le mot lui-même, semble particulièrement explicite pour la notion d'*encastrement* car elle en découvre **trois principes** sous-jacents.

D'abord, un principe de réunion souligne que dans les sociétés où l'économie est encadrée, l'activité économique ne peut avoir d'existence autonome : « ni dans les conditions du tribalisme, ni dans celles de la féodalité, ni dans celles du mercantilisme, *il n'a existé dans la société de système économique séparé* » (*Ibid.*, p. 106).

Non séparation au sens où aucune logique économique ne peut se concevoir indépendamment des considérations sociales auxquelles elle est, non seulement inextricablement mêlée (entrelacée, amalgamée), mais encore soumise.

L'*encastrement* comprend donc aussi un principe **hiérarchique**. Non seulement l'économie occupe une place subordonnée mais, dans « *la production et la distribution des biens* », le marché tient lui-même une place de second rang. « Quoique l'institution du marché ait été tout à fait courante depuis la fin de l'âge de pierre, son rôle n'avait jamais été que *secondaire* dans la vie économique » (*Ibid.*, p. 71).

En d'autres termes, ce principe hiérarchique place les considérations sociales au-dessus de la fonction économique, indispensable à la société mais subordonnée à la logique sociale, c'est-à-dire une activité nécessaire dans laquelle les relations marchandes elles-mêmes sont subalternes. Principe qui schématiquement s'énonce : « **Social > Économique > Marchand** ».

Enfin, le principe **englobant** donne la véritable nature de l'*encastrement* : le social *contient* l'économique qui lui-même inclut le marchand. *Enchâssement* qui concerne encore le XVIII^e

siècle. « La “ libération ” du commerce que l'on doit au mercantilisme dégagea simplement le commerce du particularisme, mais étendit en même temps le champ de la réglementation. Le système économique était *submergé* dans les relations sociales générales ; les marchés n'étaient qu'un *trait accessoire* d'un cadre institutionnel que *l'autorité sociale maîtrisait et réglementait* plus que jamais » (*Ibid.*, p. 101).

Même si, en unifiant l'espace national, le mercantilisme prépare le changement. « *Au lieu que l'économie soit encastrée dans les relations sociales, ce sont les relations sociales qui sont encastrées dans le système économique.* L'importance vitale du facteur économique pour l'existence de la société exclut tout autre résultat. Car, une fois que *le système économique s'organise en institutions séparées*, fondées sur des mobiles déterminés et conférant un statut spécial, *la société doit prendre une forme telle qu'elle permette à ce système de fonctionner suivant ses propres lois.* C'est là le sens de l'assertion bien connue qui veut qu'*une économie de marché ne puisse fonctionner que dans une société de marché* » (*Ibid.*, p. 88).

Ce changement s'analyse comme un passage du principe de réunion au principe de **séparation** car : « le *modèle du marché*, comme il est apparenté avec un *mobile particulier* qui lui est propre - celui du paiement en nature ou du troc -, est capable de créer une *institution spécifique*, à savoir, le marché » (*Ibid.*). « Un marché autorégulateur n'exige rien de moins que la *division institutionnelle* de la société en une sphère économique et une sphère politique » (*Ibid.*, p. 105).

Mais aussi par l'**inversion** du **principe hiérarchique**, ainsi : « C'est, en fin de compte, la raison pour laquelle la maîtrise du système économique par le marché a des *effets irrésistibles sur l'organisation tout entière de la société* : elle signifie tout bonnement que la société est gérée en tant qu'*auxiliaire du marché* » (*Ibid.*, p. 88).

Enfin, une **modification** du principe **englobant**. « Le marché autorégulateur était inconnu : l'apparition de l'idée d'autorégulation représenta en vérité un *renversement complet de la tendance* » (*Ibid.*, p. 102).

Ainsi, plutôt que d'évoquer un *désencastrement* (et *a fortiori*, plus tard, un *réencastrement*) de l'économie, la lecture attentive de POLANYI invite plutôt à caractériser le changement par un **retournement** (inversion, renversement..) de l'*encastrement*¹⁰, le terme nous semblant davantage saisir la nature de la modification qui se produit alors.

10 Cette façon d'aborder l'*encastrement* modifie le débat sur sa nature : étayage ou insertion (LE VELLY, 2007)

À défaut, on ne rend pas fidèlement compte de l'ensemble du processus analysé par POLANYI dans la *Grande Transformation* et repris dans ses travaux ultérieurs : « les relations sociales sont désormais enchâssées dans le système économique alors qu'autrefois le système économique était enchâssé dans les relations sociales » (POLANYI, 2008, p. 514). « Le système économique n'est plus enchâssé dans les relations sociales, mais les *relations sociales* sont désormais *enchâssées dans le système économique*. Désormais, ce ne sont plus le rang et le statut qui déterminent les revenus, mais les *revenus* qui *déterminent le rang et le statut*. La *relation* entre le *status* et le *contractus* a été *renversée*, celui-ci prenant partout la place de celui-là » (*Ibid.*, p. 525).

En d'autres termes, la logique marchande tend à prévaloir sur la logique économique, laquelle tend à l'emporter sur les considérations sociales. Ainsi un nombre déterminant d'institutions prennent d'abord, voire essentiellement, un caractère économique, même si le **double mouvement** relevé par POLANYI freine cette tendance et empêche souvent qu'elles aient réellement ce seul caractère.

Enfin, par avance, et de façon claire, POLANYI récuse la possibilité d'une *Économie de Marché*¹¹ sans une *Société de Marché*.

A ce stade, il convient de rappeler que la *Grande Transformation*, titre de l'ouvrage, ne désigne pas le renversement qui s'est produit parallèlement à la Révolution Industrielle mais les changements issus de l'effondrement de la société du XIX^e (POLANYI, 1983, p. 21), fondée précisément sur le *Marché autorégulateur*. Mais cette **Grande Transformation** qui se traduit, sous des formes diverses, par l'intervention explicite de l'État dans l'économie, peut-elle être considérée comme **un autre retournement** ?

Envisager ici le retournement de *l'encastrement* plutôt que le *désencastrement* / *réencastrement*, évite la confusion avec la notion polanyienne de *double-mouvement* et, de surcroît, peut servir à désigner une transformation inverse qui consisterait à *enchâsser* l'économie dans la société.

Toutefois, ce qui est désigné par *Grande Transformation*, prend un sens différent si on considère l'ouvrage éponyme ou les publications ultérieures. Ainsi, en 1944, POLANYI écrit : « à l'intérieur des nations nous assistons à une évolution : *le système économique cesse de*

11 Désormais dans notre commentaire, dans un souci de clarté, nous utiliserons « M » majuscule pour noter le Marché au sens Marché autorégulateur ; principe, système, économie ou société de Marché. Cette notation, adoptée par LATOUCHE et MAUCOURANT, permet de ne pas le confondre avec le marché, « lieu » réel ou fictif.

déterminer la loi de la société et la primauté de la société sur ce système est assurée. Cette évolution peut se produire de toutes sortes de manières, démocratique et aristocratique, constitutionnaliste et autoritaire, peut-être même de façon totalement imprévue. [...] le système de marché ne sera plus autorégulateur, même en principe, puisqu'il ne comprendra ni le travail, ni la terre, ni l'argent » (Ibid., p. 322).

Pourtant dès **1947**, son **propos est très différent**. « Parmi ceux qui, aux États-Unis, sont conscients de l'ampleur du problème [le défi propre à l'ère de la Machine], deux tendances sont identifiables. Certains font confiance aux élites et aux aristocraties, au managérialisme et aux grandes firmes. Ils sont convaincus que *toute la société devrait s'adapter de façon plus étroite au système économique en place*, qu'ils désirent maintenir en l'état. C'est l'idéal du meilleur des mondes, dans lequel *l'individu est conditionné pour soutenir un ordre établi* pour lui par ceux qui sont plus sages que lui-même. D'autres, en revanche, croient que, dans le cadre d'une société réellement démocratique, on pourrait résoudre le problème de l'industrie par une intervention planifiée des producteurs et de consommateurs eux-mêmes. Une telle action réfléchie et responsable constitue en effet une des incarnations possibles de la liberté dans une société complexe. Mais [...] on ne peut réussir dans une telle entreprise qu'en s'inscrivant dans une *vision globale de l'homme et de la société bien différente de celle que nous a léguée l'économie de marché* » (POLANYI, 2008, p. 518-9)¹².

À l'évidence, si en 1944, POLANYI envisage un nouveau retournement de l'*encastrement* cette perspective paraît beaucoup plus douteuse en 1947 puisque **deux évolutions** s'opposent : une société adaptée au système économique ou l'abandon de la société de Marché.

Autrement dit, avec le recul, les interventions explicites de l'État dans l'économie paraissent relever plus du **double mouvement**, ici de la défense de la société, que du **retournement de l'encastrement** dans la mesure où le système de Marché reste finalement au moins régulateur « *en principe* », si ce n'est en réalité : Un Marché « *conçu comme une fiction organisatrice du social* » selon MAUCOURANT, reprenant lui-même la terminologie de LATOUCHE.

Or, même si le le Marché reste plus régulateur « *en principe* » qu'en réalité¹³, ce *principe* s'oppose de façon évidente à la « **société autonome de décroissance** » évoquée par LATOUCHE

12 Les questions de la « normalisation » des personnes (ALDOUS HUXLEY, *Le Meilleur des Mondes*, 1932), des libertés et de la démocratie réelles sont présentes chez POLANYI comme, par exemple, chez ARIES (Conférence 07-02-07).

13 Toutefois, aujourd'hui la place du Principe de Marché et des marchés dans l'organisation sociale concrète est beaucoup plus importante qu'après la seconde guerre mondiale, période où se situe POLANYI.

(2007, p. 56) et aux **huit changements interdépendants** énoncés à cette fin : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler.

Ainsi, et sans même considérer toutes les valeurs sous-jacentes, le premier changement énoncé s'oppose de façon frontale au principe de Marché puisque, par nature, celui-ci doit être créateur de prix afin d'établir une **valeur** d'échange, référence dans toute évaluation de richesse.

Sans pour l'instant, les examiner tous, il paraît évident que ces changements nécessitent précisément que la société *contienne* l'ordre économique dans lequel la place marchande serait nécessairement réduite. Autrement dit, la « *société autonome de décroissance* » nécessite un **retournement de l'encastrement** à l'avantage des considérations sociales entendues dans un sens large, c'est-à-dire une **fonction économique encadrée** dans les **relations sociales**. Ce constat se retrouve dans les **mesures** concrètes générales à mettre en œuvre (*Ibid.*, p. 107-110) ou encore dans les **modalités** de résistance conseillées (Casseurs de Pub, n.d.).

Si l'**imaginaire social** est une question centrale pour les thématiques de la décroissance (LATOUCHE, 2003), la genèse du Marché en tant que « *fiction organisatrice du social* » se trouve précisément dans le retournement initial de l'*encastrement* dont il importe maintenant d'examiner les origines et les modalités.

2. ORIGINES ET MODALITÉS DU RETOURNEMENT DE L'ENCASTREMENT

Le retournement de l'*encastrement*, tel que le décrit POLANYI, annonce des relations sociales qui doivent désormais être *encadrées* dans le système économique, et correspond au passage d'une économie **avec des marchés** à une **économie de Marché**. « Le passage des *marchés isolés* à une *économie de marché*, et celui des *marchés régulés* au *marché autorégulateur*, sont en vérité d'importance capitale » (POLANYI, 1983, p. 88). Autrement dit, une société de Marché qui correspond à l'avènement du **libéralisme économique** : « à strictement parler, le *libéralisme économique* est le principe direct d'une société dans laquelle l'industrie est fondée sur l'institution du *marché autorégulateur* » (*Ibid.*, p. 201).

Mais, comme le souligne MAUCOURANT (2003)¹⁴, « le passage des anciens marchés au système moderne de marché, le « *Marché* » pour reprendre la terminologie de S. Latouche, est un processus social où la politique a toute sa place. Ce Marché est un *principe d'organisation* de la vie économique *et* sociale selon lequel un ensemble suffisant de marchés, liés entre eux, est

14 Soulignés par l'auteur.

à même de régler la reproduction sociale. Ces marchés sont dits « *autorégulateurs* » alors, qu'en réalité, cette autorégulation figure plus l'*idéal social* qui légitime ces marchés que la réalité d'une autorégulation qui est souvent chaotique ou catastrophique. Le Marché doit être conçu comme une *fiction organisatrice du social* ».

La métaphore de la « *main invisible* » exprime cet **idéal social** grâce auquel les intérêts individuels doivent mener à l'intérêt général. En accordant à l'intérêt individuel ce rôle central, non seulement le libéralisme économique fait d'un vice une vertu mais, en plus, une caractéristique naturelle à l'être humain dont la raison sera réduite au calcul. Dans sa version utilitariste, le libéralisme économique est une quête du bonheur qui se traduit par la volonté d'augmenter la **richesse produite** : dès lors, « le plus » équivaut au mieux. Enfin, le principe d'organisation du Marché pare la concurrence de toutes les vertus et exige d'adapter les **institutions** : « l'économie de marché implique une société dont les *institutions* sont *subordonnées* aux exigences du mécanisme du marché » (POLANYI, 1983, p. 238).

Non seulement, il s'agit de modifier le cadre juridique¹⁵ mais encore les normes et critères sociaux afin de les rendre compatibles avec cet idéal, c'est-à-dire créer un **imaginaire social marchand**. Précisément, comme la société de Marché exige de tout soumettre au Marché, il faut réduire à la condition de **marchandises** (« *objets produits pour la vente sur le marché* »), les **éléments essentiels** de la société - la terre, le travail et la monnaie – par l'artifice des marchandises fictives. « Le point fondamental est le suivant : le travail, la terre et l'argent sont des *éléments essentiels à l'industrie* ; ils doivent donc eux aussi être organisés en marchés ; *ces marchés* forment en fait *une partie absolument essentielle du système économique*. Mais il est évident que *travail, terre et monnaie* ne sont *pas des marchandises* [...]. Le travail n'est que l'autre nom de l'activité économique qui accompagne la vie elle-même [...] la terre n'est que l'autre nom de la nature [...] la monnaie réelle est un signe du pouvoir d'achat [...]. Aucun de ces trois éléments – travail, terre, monnaie – n'est produit pour la vente ; lorsqu'on les décrit comme marchandises, c'est entièrement *fictif* » (*Ibid.*, p. 107).

Comme, selon POLANYI, cette transformation est destructrice de la **substance humaine** et **naturelle**, elle ne va pas de soi : non seulement elle nécessite un volontarisme mais elle est contrariée (*double mouvement*). Pourtant, à ses yeux, cette **fiction** est fondamentale parce qu'elle est **normative** en pliant l'ensemble des comportements au principe du Marché afin que, potentiellement tous les biens, intègrent le cadre marchand. Autrement dit, en tendance,

15 En France, les changements législatifs issus de la Révolution Française sont particulièrement significatifs.

le marchand donne la **norme**¹⁶, la référence et le non-marchand devient l'atypique, l'exception vouée à disparaître. « La *fiction de la marchandise* fournit [...] un *principe d'organisation d'importance vitale*, qui concerne l'ensemble de la société, et qui *affecte presque toutes ses institutions* de la façon la plus variée ; ce principe veut que l'on interdise toute disposition ou tout comportement qui pourrait empêcher le fonctionnement effectif du mécanisme du marché selon la fiction de la marchandise » (POLANYI, 1983, p. 108).

Ce **processus normatif**, par l'artifice de marchandises fictives, ne semble pas achevé puisque GENEVIÈVE AZAM (2007, p. 110-126) constate qu'il est aujourd'hui appliqué à la connaissance qui, par un « second mouvement d'*enclosures* »¹⁷, devient une marchandise fictive, c'est-à-dire entre dans un processus de marchandisation. Au regard de la question du **double mouvement**, ce point paraît particulièrement intéressant et mérite qu'on y revienne.

Toutefois, selon POLANYI, si le libéralisme économique ne résulte pas d'une disposition particulière des marchés à se multiplier¹⁸ mais d'une **construction sociale**, il constitue lui-même, dans un monde commercial, une réponse à la puissance productive de la **machine**. « La transformation des marchés en un système autorégulateur doté d'une puissance effrayante ne résultait pas de quelque tendance à proliférer inhérente aux marchés, mais qu'elle était plutôt l'effet de *stimulants* extrêmement *artificiels* que l'ont avait administrés au corps social afin de répondre à une situation créée par le phénomène non moins artificiel de la *machine* » (*Ibid.*, p. 89). « On ne peut clairement saisir la nature de cette institution si on ne perçoit pas bien quel est *l'effet de la machine sur une société commerciale*. Notre intention n'est pas d'affirmer que la machine fut cause de ce qui arriva, mais d'insister sur le fait qu'une fois des machines et des installations complexes avaient été utilisées en vue de la production dans une société commerciale, l'idée d'un marché autorégulateur ne pouvait que prendre forme » (*Ibid.*, p. 68).

Autrement dit, aux yeux de POLANYI, l'introduction de la *machine* et d'*installations complexes* dans une *société commerciale* – ou, si on préfère, la conjonction de ces deux circonstances –,

16 « l'*Homo œconomicus* n'est pas un modèle d'homme naturel grandissant isolé, mais la représentation d'une adaptation absolue du comportement humain aux structures de l'économie de marché idéalisée. » ; « une manifestation des structures institutionnelles de la société de marché » ; « les croyances et les représentations sociales attachées au MA idéalisé tendent à instituer les *rappports sociaux réels* à l'œuvre au sein des sociétés. » (PLOCINICZAK, 2007, p. 219-220). Nous partageons avec l'auteur ces interprétations.

17 La référence aux *enclosures* renvoie directement au mouvement de clôture des *Open Fields* britanniques, particulièrement évoqué par POLANYI dans la *Grande Transformation* pour décrire le long processus qui, en chassant les petits paysans des terres, ouvre la voie à la marchandisation de la terre et du travail.

18 En opposition avec l'idée, avancée par le libéralisme économique, d'un être humain naturellement enclin à l'échange.

du fait même de leur puissance productive, conduit à la réponse du *Marché autorégulateur*. Une précision s'impose ici, pour POLANYI, la **société commerciale** est une société **avec des marchés**, c'est-à-dire dans laquelle les échanges marchands tiennent une certaine place sans que, pour autant, la logique marchande s'impose en tant que *principe* social d'ensemble. Dans ce cas précis, la *société commerciale* correspond au « *système réglementé du XVIII^e siècle en Europe occidentale* » qui continue à *enchâsser* l'économie mais qui prépare aussi le changement : d'une part, en unifiant l'espace intérieur qui deviendra bientôt un marché intérieur et, d'autre part, en accordant, directement ou indirectement, plus de place aux marchands¹⁹ qui, de la marge du système, finiront par investir le centre. L'arrivée dans le cadre d'une telle société, d'un **outil de production**, issu des progrès scientifiques et techniques, à la fois complexe et coûteux²⁰, capable de produire en grande quantité, change la donne.

POLANYI analyse les **conditions** de son intégration. « Comme les machines complexes sont chères, elles ne sont *rentables* que si de grandes quantités de biens sont produites. On ne peut les faire fonctionner sans perte qu'à condition que l'*écoulement* des biens soit raisonnablement assuré et que la *production* ne soit *pas interrompue* par manque de matières premières nécessaires à l'alimentation des machines. Pour le marchand, cela signifie que *tous les facteurs* impliqués doivent être *en vente*, c'est-à-dire qu'ils doivent être disponibles en quantité voulue pour quiconque est prêt à les payer. Si cette condition n'est pas remplie, la production à l'aide de machines spécialisées est *trop hasardeuse* pour être entreprise, et du point de vue du marchand, qui risque son argent, et de celui de la communauté dans son ensemble, qui en arrive à dépendre d'une production ininterrompue pour ses revenus, ses emplois et son approvisionnement. [...] le *mobile du gain* doit se substituer à celui de la subsistance. Toutes les transactions deviennent des transactions monétaires [...] quelle que soit la vraie source des *revenus* d'une personne, on doit la considérer comme une *vente* » (*Ibid.*, p. 69).

L'introduction d'un outil de production sophistiqué bouleverse la conception même de l'organisation productive. Soulignons d'abord que les nouvelles potentialités productives ne

19 De ce point de vue, le cas français est particulièrement intéressant si on considère l'attitude ambiguë de la Monarchie Absolue à l'égard des marchands, utiles mais pas véritablement « respectables » sauf à adopter d'autres normes.

20 Si la machine utilisatrice d'énergie thermique va rapidement jouer un rôle déterminant, la protection des secrets de fabrication, la division du travail dans l'atelier, décrite par ADAM SMITH (*fabrique d'épingles*), ainsi que l'utilisation d'outils techniques plus sophistiqués (métiers à tisser...) vont être déterminantes dans le regroupement de la force de travail en un même lieu. En rupture avec l'ancien *putting out system*, l'outil de production requiert alors des investissements importants qu'ils soient fournis par des marchands (souvent) ou d'autres entrepreneurs.

sont intéressantes qu'à une certaine **échelle de production** qui nécessite, elle-même, une organisation lourde et centralisée, d'abord dans une manufacture qui deviendra fabrique : le « *système de la fabrique* » (*Ibid.*, p. 110). Cette production n'étant elle-même possible que si elle dispose à la fois de la main-d'œuvre, des matières et de l'énergie nécessaires et, souhaitable, que dans la mesure où elle trouve des débouchés. Par ailleurs, le **détour de production** s'allonge, demande des investissements à long terme et augmente l'interdépendance économique entre les personnes. Dans une société commerciale, le marchand va jouer un **rôle nodal** parce qu'il écoule les biens, assure l'approvisionnement en amont et dispose de capitaux susceptibles d'être investis dans la production au moment même où les *machines* et *installations complexes* donnent à la production industrielle une place prépondérante. Toutefois, pour s'engager dans cette affaire, le marchand cherche des garanties concernant la régularité, en amont et en aval, du dispositif productif afin de s'assurer un **gain** tout en minimisant les **risques** pris. La marchandisation de la terre et du travail joue alors un rôle important car il s'agit de rompre avec la **logique d'autoproduction** (« vivre du sien ») qui imprègne encore fondamentalement la société. Dépossédé de la possibilité de produire sa **subsistance**, le paysan n'a alors plus d'autre choix que de **vendre** sa force de travail à la production industrielle devenant, par la même occasion, dépendant du **revenu gagné** pour acheter au moins de quoi se nourrir. « L'autorégulation implique que toute la *production* est destinée à la vente sur le marché, et que tous les revenus proviennent de cette vente. Il existe par conséquent des *marchés pour tous les éléments de l'industrie* [...]. Si ces conditions sont remplies, tous les *revenus* proviennent des *ventes sur le marché*, et ces revenus suffisent exactement à acheter tous les biens produits » (*Ibid.*, p. 103).

De ce fait, une fois le système de production établi, non seulement le marchand mais l'ensemble de la société a intérêt à sa régularité. En creux, la question de la **croissance économique** se dessine déjà puisqu'elle fournit la dynamique d'un tel système. Pendant la période de **transition** qui mène à cette organisation qui doit, pour sa viabilité même, inclure l'essentiel de la population, le **rôle normatif** des marchandises fictives prend tout son sens : « la production mécanique, dans une société commerciale, suppose tout bonnement la *transformation de la substance naturelle et humaine de la société en marchandises* » (*Ibid.*, p. 70).

À ce stade, un retour sur la « **société autonome de décroissance** » évoquée par LATOUCHE semble nécessaire afin de détailler, dans la série de huit, les **deux premiers changements**

interdépendants qui nous semblent particulièrement liés à ce qui précède.

Réévaluer. « L'altruisme devrait prendre le pas sur l'*égoïsme*, la coopération sur la *compétition* effrénée, le plaisir du loisir et l'*ethos* du jeu sur l'*obsession du travail*, l'importance de la vie sociale sur la *consommation illimitée*, le local sur le *global*, l'autonomie sur l'*hétéronomie*, le goût de la belle ouvrage sur l'*efficience productiviste*, le raisonnable sur le *rationnel*, le relationnel sur le *matériel* » (LATOUCHE, 2007, p. 57-60). De façon très directe nous trouvons parmi les **valeurs à supplanter**, l'intérêt individuel, la concurrence, le « plus » appliqué à la consommation, le rationnel (calcul), le matériel, précisément mis au premier plan par le retournement de l'*encastrement*. Quant à l'obsession du travail, au global, à l'hétéronomie, à l'efficience productiviste, il s'agit de conséquences indirectes de la mise en œuvre de l'organisation économique, issue du libéralisme économique, puisque la subsistance dépend désormais du revenu gagné en vendant le travail, que la spécialisation, tant dans l'atelier qu'aux différents niveaux géographiques, se fonde sur une logique de productivité et que le détour productif fait perdre toujours davantage en autonomie.

Reconceptualiser : « Le changement de valeurs entraîne un autre regard sur le monde et donc une autre façon d'appréhender la réalité. Re-conceptualiser, ou redéfinir / redimensionner, s'impose par exemple pour les concepts de *richesse* et de *pauvreté*, mais aussi pour le couple infernal, fondateur de l'imaginaire économique : *rareté / abondance* » (*Ibid.*). Avec, l'augmentation de la production de richesse économique, sous une forme marchande, la **richesse** tend à prendre un **sens** exclusivement **marchand**. Le concept de marchandise fictive, hier comme aujourd'hui, illustre ce fait : soit la richesse est considérée comme non économique et, à ce titre ignorée, soit elle semble potentiellement économique et doit alors devenir marchandise. Par ailleurs, la **valeur d'échange** issue du Marché est précisément fondée sur l'abondance et la rareté, même si cette rareté est artificielle. Enfin, pour une personne, sans revenu, donc sans pouvoir d'achat, ce système crée de la **rareté** individuelle dans une **production globale surabondante**.

Restructurer. « adapter l'*appareil de production* et les *rappports sociaux* en fonction du changement de *valeurs* » (*Ibid.*, p. 61). POLANYI décrit précisément le processus : comment le changement de valeurs permet de modifier les rapports sociaux de manière à les rendre conformes à l'appareil de production.

Relocaliser : « Toute production pouvant se faire à l'échelle locale pour des besoins locaux

devrait être réalisée localement » (*Ibid.*, p. 63). Évidemment, cet objectif prend le contre-pied de la logique productiviste de la division géographique (et pas seulement ou forcément internationale) du travail, réservant les échanges aux besoins qui ne peuvent être satisfaits dans une zone géographique donnée. Quant aux objectifs **Réduire, Réutiliser, Recycler**, ils sont en relation directe, d'une part, avec la valorisation issue d'une conception marchande, laquelle transforme les notions couplées, richesse et pauvreté, abondance et rareté, et, d'autre part, avec la nécessité de produire à grande échelle, et toujours davantage, pour maintenir la dynamique du système.

À présent, il nous faut aborder, une notion polanyienne, déjà évoquée mais restée jusqu'ici en filigrane, le **double mouvement** : « l'histoire sociale du XIX^e siècle fut le résultat d'un *double mouvement* : l'*extension* du système du marché en ce qui concerne les *marchandises authentiques* s'accompagna de sa *réduction* quant aux *marchandises fictives*. Si, d'un côté, les marchés se répandirent sur toute la surface de la planète et si la quantité des biens en cause augmenta dans des proportions incroyables, de l'autre côté, tout un réseau de *mesures* et de *politiques* fit naître des institutions puissantes destinées à *enrayer l'action du marché* touchant le travail, la terre et la monnaie » (POLANYI, 1983, p. 112).

Le rôle de la marchandise fictive est donc d'autant plus important que le processus normatif n'est pas achevé, lorsque la **nouvelle norme** prend de la vigueur, lorsque la production et la circulation de marchandises se sont suffisamment élevées et étendues. En d'autres termes, lorsque les marchandises fictives ont joué leur rôle normatif, lorsqu'elles ont suffisamment plié les comportements, leur **limitation** dans le fonctionnement économique réel ne met plus le système en cause et les **considérations sociales** peuvent retrouver une certaine place, mais subalterne, sans que l'*encastrement* soit modifié²¹.

Le **double mouvement** résulte lui-même de **deux principes** qui s'affrontent. « Le premier est le *principe du libéralisme économique* qui vise à établir un marché autorégulateur, qui compte sur le soutien des classes commerçantes et qui adopte pour méthode principale le laissez-faire et le libre-échange, l'autre est le *principe de la protection sociale*, qui vise à *conserver l'homme et la nature* aussi bien que *l'organisation de la production*, qui compte sur *divers soutiens* de ceux qui sont directement affecté par l'action du marché - en premier lieu, mais

21 Essentiellement, le **double mouvement** explique pourquoi l'emploi de l'expression **retournement de l'encastrement** nous paraît préférable : les termes de désencastrement / réencastrement (qui pourraient être utilisés pour décrire le *double mouvement*) donnent à penser qu'il ne s'agit que d'une question de **degré** alors que le retournement de l'*encastrement* souligne clairement une question de **nature**.

pas exclusivement, la *classe ouvrière* et les propriétaires terriens – et qui adopte pour méthode des législations protectrices, les associations restrictives et d'autres instruments d'intervention » (*Ibid.*, p. 182).

Toutefois le **premier principe** - *libéralisme économique* -, en dépit de son **objet** – *laissez-faire ; libre-échange* – est construit, après destruction des institutions anciennes, avec l'**aide de l'État**. « La voie du *libre-échange* a été ouverte, et maintenue ouverte, par un accroissement énorme de l'*interventionnisme* continu, organisé et commandé à partir du centre » (*Ibid.*, p. 90). « Le contraire du laissez-faire est l'interventionnisme et [...] on ne peut identifier le libéralisme économique au laissez-faire. [...] aussi longtemps que ce système-là n'est pas en place, les tenants de l'économie libérale doivent réclamer – et il n'hésiteront pas à le faire – que l'État intervienne pour l'établir et, une fois établi, pour le maintenir. Le tenant de l'économie libérale peut donc [...] demander à l'*État d'utiliser la force* de la loi : il peut même faire appel à la force violente, à la guerre civile, pour *instaurer les conditions préalables au marché autorégulateur* » (*Ibid.*, p. 201).

De façon claire, selon POLANYI,, la mise en œuvre concrète du libéralisme économique, où si l'on préfère sa mise en application dans l'organisation économique réellement existante, à savoir le système capitaliste, n'a rien de spontané. Sans ambiguïté, aux yeux de POLANYI, libéralisme économique et interventionnisme ne s'opposent pas. Bien entendu, l'intervention de l'État va ici dans un sens très particulier puisqu'il s'agit d'instituer le Marché autorégulateur. Pour ce faire, l'État²² va précisément utiliser ses pouvoirs régaliens. Non seulement il faut détruire les institutions qui s'opposent au Marché autorégulateur, mais aussi établir de nouvelles institutions qui lui offrent un **cadre adéquat**. Autrement dit, il s'agit de modeler la société qui est nécessaire au Marché autorégulateur, c'est-à-dire de créer une Société de Marché, à la fois organisée **pour** et **par** le Marché. « Le *laissez faire* était *planifié* ». « Tandis que l'économie du laissez faire était produite par l'*action délibérée de l'État*, les *restrictions ultérieures ont débuté spontanément* » (*Ibid.*, p. 191).

Le **deuxième principe** - *protection sociale* ou *contre-mouvement* - pourrait aussi être qualifié d'autoprotection générée par la société elle-même devant un risque de destruction. « La société aurait été anéantie, n'eussent été les *contre-mouvements protecteurs* qui amortirent

22 Au XIX^e siècle, cette analyse est partagée par de nombreux socialistes, en particulier Marx, qui voient dans l'État un instrument au service d'une certaine organisation sociale, favorable aux intérêts particuliers des classes dominantes.

l'action de ce mécanisme autodestructeur » (*Ibid.*, p. 112). Ce principe ne se limite pas à une lutte des classes - *classe ouvrière ; propriétaires terriens* - dans la mesure où il s'agit aussi d'une alliance objective - *divers soutiens* - afin de préserver une certaine **cohésion** et **stabilité sociales**. Selon POLANYI, les intérêts de classe ne peuvent à eux seuls expliquer le processus social à long terme car, d'une part, le processus peut décider de la classe elle-même et, d'autre part, les préoccupations dépassent les seuls intérêts économiques. En d'autres termes, la **relation** des classes avec la société est déterminante.

Toutefois, reprenant l'analyse de ROBERT OWEN, POLANYI, remarque que la dépendance des ouvriers pour subsister de la seule manufacture entraîne non seulement des **conséquences économiques** dramatiques, issues de l'exploitation, mais aussi **sociales**, d'une gravité plus grande encore. « Un *principe* tout à fait *défavorable au bonheur de l'individu* et au bonheur général ravage son environnement social, son entourage, son prestige dans la communauté, son métier, en un mot, *ses rapports avec la nature et l'homme* dans lesquels son existence économique était jusque-là *encastrée* » (*Ibid.*, p. 176-177).

Pourtant, si « *les restrictions ultérieures ont débuté spontanément* »²³, lorsque les problèmes deviennent patents, elles sont relayées par l'**intervention** de l'État, cette fois **protecteur**, d'abord en ce qui concerne la terre et le travail, **substances** de la société elle-même : « le contre-mouvement consista à *contrôler l'action du marché* en qui concerne les facteurs de production que sont la terre et le travail ». Mais, avec la montée des dysfonctionnements, qui mettent le système tout entier en cause, il va concerner toutes les marchandises fictives, y compris la monnaie : « ce n'étaient pas seulement les êtres humains et les ressources naturelles, c'était aussi *l'organisation de la production capitaliste* elle-même qu'il fallait mettre à l'abri des *effets dévastateurs* d'un marché autorégulateur » (*Ibid.*, p. 181-182).

Finalement, dans le **double mouvement**, l'intervention de l'État joue précisément un **rôle double** : d'abord, en contribuant activement à la destruction des institutions anciennes et à la mise en place des institutions nécessaires au Marché autorégulateur ; ensuite, en protégeant la société et le système économique lui-même du libéralisme économique.

Chez POLANYI, ni ce *double mouvement*, ni ce *double rôle* ne sont significatifs d'un *retournement de l'encastrement* ; pour autant, ils ne lui sont pas indifférents²⁴. La Société de Marché est déterminée par la **dynamique** entre la *logique de l'échange marchand* et la

23 Luddisme en Angleterre, manifestations et révoltes ouvrières, constitutions de syndicats... illustrent ce fait.

24 À cet égard, l'évolution de la réflexion sur la **nature** de la *Grande Transformation* est révélatrice.

logique de contre-mouvement dans laquelle se manifeste la dimension profondément humaine des personnes et la volonté d'atténuer les effets les plus dévastateurs du *Marché*. Il s'agit donc d'une **contradiction interne**, au sens de MARX, non d'une mise en cause du Principe de Marché. Cet aspect nous paraît important tant pour saisir les enjeux autour des nouvelles *marchandises fictives*, comme celle de la connaissance évoquée par AZAM, que pour analyser les différents niveaux de résistance et d'action suggérés pour construire une « **société autonome de décroissance** ». Le retournement de l'*encastrement* supposant non seulement une modification des comportements mais aussi une inversion des **priorités** qu'une société s'assigne.

Toutefois, la notion d'*encastrement*, en sens où l'entend Polanyi, ne saurait réellement être comprise sans revenir sur l'approche institutionnelle qu'il propose.

3. UNE NOTION ISSUE D'UNE APPROCHE INSTITUTIONNELLE PARTICULIÈRE.

POLANYI distingue deux sens fondamentaux du terme « économique » qui n'ont rien en commun, le premier découlant du **fait**, le second de la **logique**. « Le sens *substantif* tire son origine de la dépendance de l'homme par rapport à la nature et à ses semblables pour assurer sa survie ». « Le sens *formel* dérive du caractère logique de la relation entre fins et moyens, comme le montrent les expressions « économique ou « économiser » (POLANYI, 2008, p. 53).

En retenant surtout le **sens formel**, l'analyse économique s'intéresse, pour l'essentiel, à une organisation très particulière mais néglige les autres systèmes possibles : « la théorie économique ou l'analyse économique ou l'économie pure n'est qu'une des disciplines qui s'intéressent à l'économie, c'est-à-dire à l'existence de l'homme d'un point de vue matériel. Pratiquement, elle n'est rien d'autre qu'une étude des phénomènes de marché mis à part quelques généralités, sa valeur explicative pour les autres systèmes autre que celui de marché [...] est négligeable. [...] L'histoire tout entière, en dehors de ces derniers siècles, possédait des économies dont l'organisation différait de tout ce que connaît l'économiste » (*Ibid.*, p. 53).

Au contraire, POLANYI part du **sens substantif** pour construire son approche dans laquelle l'économie est : « un procès institutionnalisé d'*interaction entre l'homme et son environnement*, qui se traduit par la fourniture continue de moyens matériels permettant la satisfaction des besoins. [...] Le procès suggère une analyse en termes de *mouvement*. Les mouvements se réfèrent soit à des changements de lieux, soit à des changements de possesseurs, soit les deux à la fois. [...] Ce type de mouvement des éléments constitue une part essentielle de

l'économie prise dans son sens *substantif*, à savoir la production » (*Ibid.*, p. 57-58).

Toutefois, l'aspect **institutionnel** de l'économie est fondamental pour la **cohérence** de la société, laquelle renvoie à des conditions sociales et à des motivations : « Intrinsèquement, la *faim* et le *gain* ne sont pas plus « économique » que l'amour ou la haine, l'orgueil ou le préjugé. Aucune motivation humaine n'est économique en soi » (*Ibid.*, p. 508).

Dans l'approche polanyienne les **changements** sont **synchrones** : la nature des **motifs** et **normes** du comportement économique ne se dissocie pas de la nature des **institutions**. « Choisissez une motivation, celle qu'il vous plaira, et organisez la production de telle sorte que cette motivation devienne une *incitation à produire* pour l'individu : vous aurez effectivement créé le portrait d'un homme totalement absorbé par cette motivation. Choisissez une motivation religieuse, politique ou esthétique, choisissez la fierté, le préjugé, l'amour voire, l'envie [...]. La motivation que vous aurez choisie représentera l'homme « réel ». [...] Dans le régime capitaliste, tout individu doit percevoir un revenu. Comme travailleur, il doit vendre sa force de travail au prix coutant ; comme propriétaire, il doit viser le profit maximum » (*Ibid.*, p. 512). « Dès que [...] la société attend de ses membres un *type défini de comportement* et que les *institutions prédominantes* sont généralement en mesure de l'imposer, les *idées* concernant la nature de l'homme vont avoir tendance à refléter cet *idéal*, qu'il corresponde ou non à la réalité » (*Ibid.*, p. 513).

L'approche institutionnelle de POLANYI éclaire donc directement la question de *l'encastrement*, en général, et la construction des *marchandises fictives*, en particulier. Elle montre à l'envi l'importance des valeurs et concepts et renvoie donc directement aux deux objectifs déjà évoqués - *revaloriser* et *reconceptualiser* (2) - pour construire une « **société autonome de décroissance** ».

Mais sans évoquer les trois **formes fondamentales d'institutionnalisation** de l'économie dans la société, le tableau de l'approche polanyienne serait inachevé. « D'un point de vue empirique nous constatons que les principaux modèles sont la réciprocité, la redistribution et l'échange » (*Ibid.*, p. 59). Ces **trois modèles** nécessitent respectivement des groupes symétriques ordonnés (*réciprocité*), une certaine forme de centre à l'intérieur du groupe (*redistribution*) et un système de marchés créateurs de prix (*échange*). Le principe d'administration domestique, *oekonomia* des Grecs, qui consiste à produire pour son propre usage, étant une forme particulière de redistribution concernant de petits groupes. Bien que

l'apparition des différentes formes soit chronologique, elle ne donne ni des étapes d'une évolution ni une hiérarchie des modèles. Du reste, la **forme dominante** de la société peut coexister avec d'autres et, dans certains cas, l'efficacité de chacune peut même être renforcée par l'articulation aux autres. Pour l'analyse du système, une forme n'est significative, en termes de **structure**, que dans la mesure où elle est **institutionnalisée** ; les seules attitudes individuelles ne suffisent pas. « Ce qui est significatif, c'est que les simples agrégats de comportements personnels en question n'engendrent pas eux-mêmes de telles structures. [...] les effets sociaux du comportement individuel dépendent de la présence de conditions institutionnelles déterminées [...] » (*Ibid.*, p. 60).

A priori, un retournement de l'*encastrement* ne dit rien de la forme d'institutionnalisation dominante. Toutefois, construire une « **société autonome de décroissance** » suppose un changement radical des **rapports sociaux** et une réduction drastique des **inégalités** à tous les niveaux puisqu'il s'agit précisément de rompre avec une société de croissance fondée sur une dynamique d'insatisfaction et d'inégalité structurelle²⁵. Par ailleurs, pour contrer la marchandisation, la thématique de la **gratuité** est mise en avant. Ce projet indique donc clairement le choix d'un modèle dominant de **redistribution**, même si la nature des centres et ses modalités restent en suspens.

Redistribuer : « la restructuration des rapports sociaux est déjà *ipso facto* une redistribution. Celles-ci comprend la répartition des richesses et de l'*accès* au patrimoine naturel entre le *Nord* et le *Sud* comme à l'*intérieur de chaque société*, entre les classes, les générations, les individus. La redistribution aura un double effet positif sur la réduction de la consommation. Directement, en réduisant le pouvoir et les moyens de la « classe consommatrice mondiale » et tout particulièrement ceux de l'oligarchie des gros prédateurs. Indirectement, en diminuant l'incitation à la consommation ostentatoire » (LATOUCHE, 2007, p. 61-62).

Toutefois, comme cette construction d'une « *société autonome de décroissance* », refuse clairement un retour vers le passé, pour au contraire se projeter vers le **futur** (ARIÈS, 2008), le **retournement de l'encastrement** doit obligatoirement intégrer la question de la **technique**. Selon POLANYI, dans des circonstances données, l'économie de Marché est la première réponse à la civilisation technique mais ses caractéristiques - *efficacité, automatisme, capacité de*

25 ARIÈS (2008) cite HENRY WALLICH, gouverneur de la Réserve fédérale américaine(1974-1986) : « La croissance est un substitut à l'égalité de revenu. Tant qu'il y a de la croissance, il y a de l'espoir et cela rend tolérables les grands écarts de revenus » ; « la croissance est un sédatif politique qui étouffe la contestation, permet aux gouvernements d'éviter l'affrontement avec les riches, empêche de bâtir une économie juste et durable »

production – dépassent l'économie : « ce n'est pas seulement l'économie, mais la *société* elle-même, qui semble reconstruite *autour de la machine* et qui tire ses *formes* et ses *objectifs* des besoins de la machine. La technique ne nous bouleverse pas seulement, en effet, en tant que personnes, afin que notre intérêt ne se focalise que *sur l'extérieur* : elle provoque également un bouleversement de la société. Les conditions matérielles résultant de l'influence de la machine ne forment pas notre seul environnement artificiel : cet environnement inclut également une société dont la machine elle-même est la texture. [...] La société est devenue à la fois plus mécanique et plus intensément humaine. Cette polarité a atteint son paroxysme avec la transformation de la matière et l'invention des *mass-media* qui attaquent aux esprits. L'individu s'est retrouvé *prisonnier*, transformé en une *simple parcelle de matière* qui peut disparaître dans la masse, tout en étant incorporé comme être moral dans une structure humaine à laquelle il n'existe aucune échappatoire possible » (POLANYI, 2008, p. 551).

En d'autres termes, comment **maîtriser la puissance** issue de la civilisation technique pour éviter un asservissement de l'homme ? Se posent alors les questions de la soumission à la norme, de la pression exercée sur les personnes et finalement de la protection de la liberté et de la démocratie. Selon POLANYI, la **liberté** se questionne à **deux niveaux** : « le niveau institutionnel et le niveau moral ou religieux ». Toutefois, « Au niveau institutionnel la *réglementation* étend et restreint à la fois la liberté ; seule la balance des libertés perdues et gagnées a un sens » (POLANYI, 1983, p. 326). Aussi, une société dispose-t-elle de **moyens** pour garantir la liberté. « Les *institutions libres* sont une *caractéristique culturelle* que nous avons le pouvoir, sur le plan juridique, d'éliminer ou de restaurer » (POLANYI, 2008, p. 554). « La liberté dans une société complexe nécessite un passeport inviolable. *L'individu* doit être *protégé de toute pression non justifiée*, qu'elle émane d'un individu ou d'une entreprise, d'une association ou d'une grande société, de la coutume ou de la loi » (*Ibid.*, p. 555). Mais les **priorités** que la société s'assigne suppose des **choix** pour lesquels elle doit retrouver sa prééminence. « *Le détronement de l'efficience comme unique principe directeur est inévitable dans une société libre* » (*Ibid.*)²⁶.

Non seulement, les questions relatives à la technique, aux normes, à la liberté et à la démocratie sont très présentes dans les thématiques portées par la *décroissance* mais la **distinction** entre *double mouvement* et *retournement de l'encastrement* nous semble intéressante dans la mesure où il s'agit d'**articuler trois niveaux** - *simplicité volontaire* ;

26 POLANYI souligne.

expérience collective ; *projet politique* - qui doivent se renforcer mutuellement. Sans le dernier niveau, *simplicité volontaire* et *expérience collective* semblent relever essentiellement du *double mouvement*, précisément du *contre-mouvement* d'autoprotection devant des effets dévastateurs et un risque de destruction. Si ces îlots de résistance au système ne suffisent pas à le mettre en cause, ils n'en renforcent pas moins le troisième niveau qui, pour réussir, a besoin d'être porté par les deux autres²⁷. Si un passage d'un *contre mouvement* au *retournement de l'encastrement* est possible, à la lumière des travaux de POLANYI, il implique aussi un *projet politique*.

CONCLUSION

L'œuvre de POLANYI se distingue par l'originalité tant de la **méthode** que des **propositions conceptuelles**. « La définition des caractéristiques de la société de marché constitue le point de départ et, en même temps, le but des études comparatives de POLANYI. La critique de la science économique est immédiatement impliquée dans cette démarche » (CANGIANI, MAUCOURANT *in* POLANYI , 2008, p. 17).

L'analyse du passage à la société de Marché mobilise les notions d'**encastrement**, de *double mouvement* et de *marchandises fictives* afin de saisir le *processus normatif*, nécessaire au **retournement** de l'encastrement, caractéristique de l'installation, en surplomb, de l'économie avec l'avènement de la modernité. « La nécessité d'un travail de reconstruction historique du système économique, qui, dans les sociétés prémodernes, ne se montre pas comme tel, rend manifeste que *l'économie est socialement organisée*. Mais cela est vrai aussi pour la société moderne. L'économie est toujours une réalité culturelle, institutionnelle ; elle est définie chaque fois par son organisation, qui est le *résultat d'un processus historique* » (*Ibid.*, p. 19).

27 Il nous semble que cette distinction pourrait être reprise pour l'E.S.S. dont les pratiques, enserrées dans le système économique, complétées par certaines réglementations et redistributions effectuées par l'État, ne sont que des moyens de protéger la société contre la violence des effets sociaux du Marché. Des îlots d'autoprotection dans les interstices de la société où les pratiques marchandes sont plus ou moins contenues par les institutions (sans soutien institutionnel, leur existence est d'ailleurs difficile) ... Néanmoins, en tant que pratiques alternatives, elles peuvent contribuer à un *retournement de l'encastrement*.

Bibliographie

Ouvrage :

LATOUCHE S. (2003), *Décoloniser l'imaginaire*, éditions Parangon.

LATOUCHE S. (2007), *Petit traité de la décroissance sereine*, éditions Mille et une nuits, Paris.

MAUCOURANT J.(2005), *Avez-vous lu Polanyi ? La Dispute*, Paris.

POLANYI K. (1983), *La Grande Transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, (1944).

POLANYI K., ARENSBERG C. M., PEARSON H. W. (1975), *Les système économiques dans l'histoire et la théorie*, Larousse, Paris, (1957).

POLANYI K. (2008), *Essais*, Seuil, Paris.

Article :

ARIÈS P. (2005), La décroissance, un mot-obus, *La Décroissance*, n° 26, avril.

ARIÈS P. (2008), Leur récession n'est pas notre décroissance, *La Décroissance*, n° 53, octobre.

AZAM G. (2007), La connaissance, une marchandises fictive, *Revue du Mauss* 2007/1, n° 29, p. 110-126.

BECKERT J. (2007), The Great Transformation of Embeddedness : Karl Polanyi and the New Economic Sociology, MPIfG Discussion Paper 07/1, Max-Planck-Institut.

Casseurs de Pub, 10 conseils pour entrer en résistance par la décroissance, IEESDS, n.d.

CHEYNET V. (2005), Engager une politique de décroissance, IEESDS, août.

FILIPPO F. (2004), Sur l'altermondialisme, IEESDS, décembre.

LE VELLY R. (2007), Le problème du désencastrement, *Revue du Mauss* 2007/1, n° 29, p. 241-256.

PLOCINICZAK S. (2007), Au-delà d'une certaine lecture standard de La Grande Transformation, *Revue du Mauss* 2007/1, n° 29, p. 207-224.

Communication :

MAUCOURANT J.(2003), « Karl Polanyi, les marchés et le Marché », Actes du colloque Karl Polanyi et le marché, 12/06/03, Nanterre, MSH René-Ginouvès / Les Colloques en ligne, 2004.